

PORTRAIT D'ENGAGÉ·ES



PATRICE



Chacun peut apporter sa pierre pour améliorer la société et créer du lien.



QUEL EST TON ENGAGEMENT ?

Je suis bénévole au MAN, Mouvement pour une alternative non-violente. J'interviens sur deux secteurs : je suis mandaté par le MAN pour le représenter dans le secteur des migrant-es et j'interviens également pour demander l'abolition de l'arme nucléaire et sensibiliser à ses dangers.

QU'EST-CE QUE ÇA T'APPORTE ?

Tout d'abord, je ne me vois pas vivre dans une société sans faire quelque chose de concret pour contribuer à la changer, même si c'est difficile, puisque ce sont des combats de longue haleine. Par ailleurs, cela permet de faire des rencontres riches et variées.

CONSEIL POUR SE LANCER

Mon conseil serait de sortir de chez soi, d'ouvrir la porte des associations pour rencontrer leurs membres afin de faire connaissance, comprendre comment ça se passe et quels sont leurs objectifs, puis faire un choix.

Le MAN fédère une vingtaine de groupes en France, groupes qui ont une certaine autonomie puisque c'est une fédération. C'est une association qui est plutôt généraliste, dans le sens où elle veut favoriser la prise de conscience de l'importance de la non-violence et de l'action non-violente, mais elle intervient sur divers secteurs tels que l'écologie, l'éducation, la question des violences faites aux femmes, le nucléaire civil et militaire. Sur tous ces sujets, le MAN organise des rencontres, des formations, différentes formes d'activités.

Je représente le MAN aux États généraux des migrations, qui est un collectif qui regroupe 150 associations d'aide aux migrant-es, pour essayer de soutenir les migrant-es mais aussi de faire prendre conscience aux Françaises et Français l'importance de l'accueil, de la fraternité, ce qui va plutôt à contre-courant du discours mené par nos politicien-nes.

Au niveau du sujet du nucléaire militaire, je représente le MAN dans un collectif d'associations, qui œuvre à soutenir la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires, adopté par l'ONU, signé en janvier 2021 par plus de 50 pays. La France ne l'a pas ratifié, comme la Chine, les États-Unis, l'Inde, Israël, etc.